



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 28 août 2012

Deuxième trimestre 2012

Progrès dans l'adaptation du Groupe à un environnement difficile

- recentrage des activités
- renforcement de la structure financière
- consolidation de la situation de liquidité

Des résultats encore marqués par des dépréciations comptables

Des résultats témoignant de la solidité des métiers de banque de proximité et gestion de l'épargne

Groupe Crédit Agricole*

Stabilité des résultats et solvabilité renforcée

RNPG : 863 millions d'euros (- 2,1 % T2/T2)

Ratio *Core Tier 1* : 11,3 % (+110 pb / Déc 11) - Ratio EBA : 10,7 %

Réserves disponibles : 151 milliards d'euros

bien supérieures à la dette court terme nette (110 milliards d'euros)

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100 %

Crédit Agricole S.A.

Bonne résistance des résultats dans un environnement difficile

RNPG : 111 millions d'euros

RNPG normalisé* : 851 millions d'euros

Coût de la Grèce: - 370 millions d'euros

Dépréciation des titres Intesa Sanpaolo : - 427 millions d'euros

Ratio *Tier 1* : 11,9 % dont *Core Tier 1* : 9,6 % (+100 pb / Déc 11)

* Avant : dépréciations des titres Intesa Sanpaolo et SACAM International, coût de la Grèce, réévaluation de la dette, plan d'adaptation

Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 863 millions d'euros au deuxième trimestre 2012, soit un niveau comparable (- 2,1 %) au résultat du deuxième trimestre 2011, et supérieur de 7,2 % à celui du premier trimestre 2012. Jean-Marie Sander, président de Crédit Agricole S.A., souligne que ce résultat reflète la résistance des principales activités du Groupe dans un environnement macroéconomique européen fortement dégradé et incertain.

Premier financeur de l'économie française avec plus de 482 milliards d'euros de crédits distribués par les Caisses régionales et LCL, le groupe Crédit Agricole a maintenu une activité soutenue en banque de proximité pour accompagner ses clients, tant particuliers qu'entreprises : ainsi, malgré une croissance nulle du PIB en France sur les trois derniers trimestres, les réseaux bancaires du Groupe ont augmenté de 2,4% leurs encours globaux de crédits entre juin 2011 et juin 2012.

Les Caisses régionales, notamment, ont continué à développer leur activité, tant en crédits (+2,8 % sur un an) qu'en collecte (+1,8% en global, le recul de la collecte hors-bilan de 3,9% lié à la désaffection des clients pour les valeurs mobilières étant plus que compensé par les bonnes performances en collecte bilan à +6,4 %). Elles ont ainsi maintenu leur produit net bancaire tout en améliorant leur ratio crédits/collecte, ramené à 127 %, contre 129 % à fin décembre 2011.

L'ensemble des métiers, en particulier ceux liés à la banque de proximité, a témoigné d'une bonne activité : le produit net bancaire du deuxième trimestre 2012 est en baisse de 8,1 %, mais par rapport au plus haut trimestriel historique atteint au deuxième trimestre 2011 ; le produit net bancaire normalisé (hors impact de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, dépréciation des titres Intesa Sanpaolo, coût de la Grèce et plan d'adaptation) baisse de 4,2 % par rapport à cette même période de référence élevée. Dans un contexte économique très dégradé et compte tenu des efforts engagés pour réduire la dette du Groupe, ce chiffre est le signe d'une bonne résistance.

Jean-Paul Chifflet, directeur général de Crédit Agricole S.A., a réaffirmé la priorité donnée au renforcement de la structure financière du Groupe. Il a souligné la nécessité de poursuivre de façon efficace le travail de transformation du Groupe engagé depuis un an maintenant. Les taux de réalisation du plan d'adaptation sont en avance sur le calendrier des objectifs. La réduction des besoins de liquidité est réalisée à hauteur de 76 %. L'objectif de réduction des emplois pondérés est déjà atteint, leur baisse représentant 48 milliards d'euros y compris le transfert du portefeuille de corrélation.

En termes de solvabilité, le ratio *Core Tier 1* s'établit à 11,3 % au 30 juin 2012, en hausse de 40 points de base au deuxième trimestre et de 110 points de base au premier semestre 2012. Il intègre les résultats des émissions de parts sociales dans les Caisses locales (+ 0,4 milliard d'euros sur le premier semestre) et les impacts du Plan d'adaptation en termes d'emplois pondérés.

Le ratio EBA s'établit à 10,7 % au 30 juin 2012. Le Groupe réaffirme par ailleurs l'objectif de *Common Equity Tier 1* Bâle 3 *fully loaded* supérieur à 10 % fin 2013.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 27 août 2012, a examiné les comptes du deuxième trimestre et du premier semestre 2012.

Le résultat net part du Groupe ressort à 111 millions d'euros contre 339 millions d'euros au deuxième trimestre 2011. Il intègre quatre éléments de nature spécifique : la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre pour un impact en résultat net part du Groupe de + 140 millions d'euros, les dépréciations des titres d'Intesa Sanpaolo pour - 427 millions d'euros et de SACAM International pour - 67 millions d'euros, le coût de la Grèce pour 370 millions d'euros et le coût du plan d'adaptation pour 16 millions d'euros. Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit

Agricole S.A., précise que retraité de ces éléments, le résultat net part du Groupe normalisé atteint 851 millions d'euros, ce qui traduit une performance opérationnelle satisfaisante, dans le contexte global fortement dégradé que traversent l'économie et l'ensemble des institutions financières.

Les métiers de la banque de proximité et de gestion de l'épargne confirment leur résistance dans une économie sans croissance en enregistrant une hausse de leur activité : dans la Banque de proximité en France, la collecte bilan progresse de 7,7% par rapport au niveau atteint fin juin 2011 et l'encours de crédit de 2,4% par rapport à une référence particulièrement élevée en 2011 ; l'encours des actifs gérés par l'ensemble des métiers de la gestion de l'épargne a augmenté de 33 milliards d'euros (y compris près de 19 milliards d'effet positif des marchés, du change et du périmètre) sur le premier semestre 2012.

En Banque de proximité, LCL parvient à afficher une croissance de 2,6 % de son résultat net part du Groupe au deuxième trimestre 2012 par rapport au deuxième trimestre 2011 ; le résultat net part du Groupe de Cariparma augmente dans le même temps de 6,2 %. Dans les métiers de gestion de l'épargne, l'assurance maintient ses résultats à un niveau élevé (281 millions d'euros), tout comme les services financiers aux institutionnels (38 millions d'euros) ; la gestion d'actifs limite la baisse à 18,3 % sur le deuxième trimestre, mais progresse de 2,8 % sur le semestre. Les deux métiers entrés depuis septembre 2011 en phase de restructuration, la Banque de financement et d'investissement et les Services financiers spécialisés, pilotent la réduction de leurs activités et de leur consommation de liquidité tout en maintenant des résultats positifs (respectivement 289 et 56 millions d'euros).

Crédit Agricole S.A. a poursuivi sa politique de gestion des participations financières minoritaires. Ainsi, à la suite de ventes échelonnées sur ces derniers mois, Crédit Agricole S.A. a franchi à la baisse, fin août, le seuil de 2% de détention des actions d'Intesa Sanpaolo. Par ailleurs, le seuil de 20 % a été franchi à la baisse pour Bankinter à la suite de l'offre publique d'échange d'actions de préférence réalisée par Bankinter en août, à laquelle Crédit Agricole SA n'a pas participé. Enfin, la cession de BES Vida a été finalisée.

Au cours du deuxième trimestre 2012, ont également été finalisées les modalités de la vente du courtier CLSA à CITIC Securities : 19,9% ont été vendus dans une première étape avec l'attribution à CACIB d'une option de vente des 80,1% restants exerçable avant mi 2013. Par ailleurs, CACIB est entré en négociations exclusives avec Kepler Capital Markets en vue de la création de Kepler Cheuvreux, le leader européen des courtiers indépendants. Ces deux opérations n'ont eu aucun impact financier dans les comptes du premier semestre 2012.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. a pris connaissance des offres fermes reçues le 8 août dernier pour l'acquisition de sa filiale grecque Emporiki. Aucune décision n'a été prise à ce jour pour retenir l'une ou l'autre de ces offres pour des négociations plus avancées, compte tenu des discussions qui se poursuivent avec la Banque de Grèce, le FHSF et la Commission européenne sur les modalités et conditions auxquelles serait assujettie l'opération.

*
* *

Fort de l'ensemble de ces initiatives, Crédit Agricole S.A. a continué à renforcer sa situation de liquidité et de solvabilité :

- au 15 août, ayant levé 12,2 milliards d'euros depuis le début de l'année à un spread moyen contre mid-swap de 132 points de base pour une durée moyenne de 6,8 ans, il a réalisé à 102% son programme d'émissions marchés à moyen et long terme 2012. En tenant compte de l'avance prise fin 2011, ce sont 16,6 milliards d'euros qui ont été levés pour un programme prévu de 12 milliards d'euros ;
- l'endettement à court terme net a été réduit de 60 milliards d'euros entre le 30 juin 2011 et le 30 juin 2012, revenant ainsi à 110 milliards d'euros, du fait notamment d'une baisse structurelle des besoins des métiers, conformément aux objectifs du plan d'adaptation, et d'une substitution de dette à court terme par de la dette à moyen et long terme. Au 30 juin 2012, les réserves de liquidité se sont reconstituées pour atteindre 151 milliards d'euros, hors dépôts en banques centrales (17 milliards d'euros) et représentent 137% de l'endettement court terme net.

Responsabilité sociale et environnementale : nomination d'un médiateur interne pour les achats de Crédit Agricole S.A.

Avec un volume de près de 6 milliards d'euros d'achats par an, le groupe Crédit Agricole S.A. est un donneur d'ordre de premier rang en France. Engagé dans une politique d'achats responsable, le Groupe a signé la Charte entre grands donneurs d'ordre, PME et grandes entreprises, élaborée sous l'égide du Ministère de l'Économie et des Finances. Elle implique le suivi de 10 engagements et vise à assurer une équité financière vis-à-vis des fournisseurs et à réduire les risques de dépendances réciproques entre donneurs d'ordre et fournisseurs. En application de cette Charte, le Directeur du développement durable du Groupe a été désigné médiateur interne des relations inter-entreprises ; il peut être saisi par tout fournisseur en cas de litige.

Agenda financier

9 novembre 2012	Publication des résultats du troisième trimestre 2012
20 février 2013	Publication des résultats du quatrième trimestre 2012 et de l'année 2012
7 mai 2013	Publication des résultats du premier trimestre 2013
23 mai 2013	Assemblée générale
6 août 2013	Publication des résultats du deuxième trimestre 2013
7 novembre 2013	Publication des résultats du troisième trimestre 2013

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T2-12	Variation T2/T2	S1-12	Variation S1/S1
Produit net bancaire	4 751	(14,1 %)	10 176	(6,1 %)
Charges d'exploitation	(3 272)	(1,8 %)	(6 479)	(1,9 %)
Résultat brut d'exploitation	1 479	(32,8 %)	3 697	(12,6 %)
Coût du risque	(1 164)	+ 3,5 %	(2 934)	+ 50,7 %
Résultat d'exploitation	315	(70,7 %)	763	(66,6 %)
Sociétés mises en équivalence	225	(16,2 %)	640	(9,9 %)
Gains/pertes sur autres actifs	41	ns	36	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôt	581	(40,6 %)	1 439	(45,2 %)
Impôt	(409)	(30,3 %)	(1 004)	(9,3 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	2	(86,5 %)	4	(69,2 %)
Résultat net de l'exercice	174	(57,5 %)	439	(71,4 %)
Intérêts minoritaires	63	(8,8 %)	76	(60,8 %)
Résultat net part du Groupe	111	(67,4 %)	363	(72,9 %)

Le **produit net bancaire** atteint 4,8 milliards au deuxième trimestre 2012 et 10,2 milliards d'euros au premier semestre 2012. Il intègre, pour le deuxième trimestre 2012, des éléments spécifiques, représentant globalement - 117 millions d'euros, à comparer à + 256 millions d'euros au deuxième trimestre 2011 :

- impact des cessions de portefeuilles en banque de financement dans le cadre du plan d'adaptation, à hauteur de - 39 millions d'euros ;
- dépréciation des titres Intesa Sanpaolo pour - 427 millions d'euros au titre de la dépréciation durable des titres AFS ;
- le produit net bancaire d'Emporiki, 125 millions d'euros contre 175 millions pour le deuxième trimestre 2011
- la réévaluation de la dette qui représente + 224 millions d'euros contre + 82 millions pour le deuxième trimestre 2011.

Les **charges d'exploitation** restent maîtrisées : elles enregistrent un recul de 1,8 % au deuxième trimestre 2012, et de 1,9 % pour le premier semestre dans son ensemble.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 1 479 millions d'euros au deuxième trimestre, en baisse de 32,8 % par rapport au deuxième trimestre 2011, baisse ramenée à 16,2 % en excluant les éléments spécifiques.

Le **coût du risque** s'élève à 1 164 millions d'euros au deuxième trimestre, contre 1 125 millions au deuxième trimestre 2011, qui intégrait 202 millions d'euros au titre du plan européen de soutien à la Grèce et 277 millions d'euros au titre du coût du risque lié à la filiale Emporiki. Retraité de ces impacts, le coût du risque affiche une hausse de 23,8 %, résultant notamment de la hausse enregistrée par Cariparma en Italie et du complément de provision sur Agos pour 84 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2012.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle) atteint 23,8 milliards d'euros et représente 4,6 % des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, stable par

rapport au 31 décembre 2011. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 55,1 %, à comparer à 54,0 % au 31 décembre 2011. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 70,7 %, en hausse de 130 points de base par rapport à fin décembre 2011.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** atteint 225 millions d'euros, diminuant de 16,2 % par rapport au deuxième trimestre 2011. La contribution des Caisses régionales s'élève 173 millions d'euros, en baisse de 14,0 %.

Le **résultat avant impôt** s'élève ainsi à 581 millions d'euros, contre 978 millions d'euros au deuxième trimestre 2011.

Le taux d'impôt apparent reste élevé, en raison de la non-comptabilisation d'impôts différés actifs notamment sur la Grèce et Intesa Sanpaolo. Après l'**impôt** de 409 millions d'euros (- 30,3 % par rapport au deuxième trimestre 2011), le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. ressort à 111 millions d'euros contre 339 millions d'euros au deuxième trimestre 2011.

Réalisation du plan d'adaptation, en avance sur les objectifs

Le Groupe a poursuivi activement la mise en œuvre du plan d'adaptation, conformément à la communication réalisée le 14 décembre 2011, selon les trois volets principaux :

- En Banque de proximité : amélioration globale du ratio crédit/collecte.
Le renforcement de la collecte bilan dans tous les réseaux du Groupe, en France et à l'international, combiné à une croissance maîtrisée des encours de crédit, a permis de ramener le ratio crédit/collecte à 123,7 %, contre 128,8 % à fin juin 2011.
- En Services financiers spécialisés : réduction des besoins en liquidité et diversification des ressources.
Tant en crédit à la consommation qu'en crédit-bail et affacturage, l'évolution des encours est maîtrisée. Ainsi, CACF a cédé des créances douteuses au deuxième trimestre pour 0,6 milliard d'euros, en France et au Portugal. En juillet, CAL&F a procédé à une opération de cession d'un portefeuille de créances pour environ 300 millions d'euros.
Parallèlement, de nouvelles ressources sont développées, collecte de dépôts et titrisations pour l'essentiel. CACF a démarré une activité de collecte d'épargne *retail* en Allemagne et a effectué, en France, une titrisation en juillet pour environ 600 millions d'euros. En juin, CAL&F avait procédé à une opération de titrisation de créances de crédit-bail pour environ 1 milliard d'euros.
- En Banque de financement et d'investissement : poursuite des cessions et de la maîtrise des encours.
Les cessions de prêts du portefeuille de la banque de financement se sont poursuivies au cours du premier semestre 2012, avec des niveaux de décotes faibles (2,2 % en moyenne depuis le début des cessions). Les cessions de CDOs et RMBS dépassent d'ores et déjà l'objectif initial, favorisant la réduction des emplois pondérés sous Bâle 3.

Ainsi, à fin juin 2012, la réduction des besoins de financement est déjà engagée à hauteur de 76 %. S'agissant des emplois pondérés, le plan est réalisé à fin juin, avec une baisse des emplois pondérés de 48 milliards d'euros, y compris transfert du portefeuille de corrélation.

Réduction des besoins de financement

En Mds € A change courant	Réalisé au S2-11	Réalisé au T1-12	Réalisé au T2-12	Réalisé cumul au 30/06/12	Objectif entre le 30/06/11 et le 31/12/12	% réalisé
Plan d'adaptation						
• Banque de proximité	- 9	- 1	-8	- 18	- 23	
• Services financiers spécialisés	- 3	- 2	-2	- 7	- 9	
• Plan d'adaptation	-1	-1	-1	-3		
• Titrisation et autres mesures	-2	-1	-1	-4		
• BFI	-11	- 9	+7*	- 13	- 18	
à change constant	-16	-7	+3	-20		
Total réduction des besoins de financement	- 23	- 12	-3	- 38	- 50	76 %
A change constant	- 28	-10	-7	- 45		

* Dont effet change défavorable de 4 Mds € et réallocation de liquidité vers certaines activités de la BFI pérenne (notamment fixed income et banque commerciale)

Réduction des emplois pondérés

En Mds € A change constant	Réalisé au S2-11	Réalisé au T1-12	Réalisé au T2-12	Réalisé - cumul au 30/06/12	Objectif entre le 30/06/11 et le 31/12/12	% réalisé
Plan d'adaptation						
• SFS	- 1	- 2	-1	- 4	~ - 5	
• BFI	- 11	- 16	- 3	- 30	~ - 30	
• Impact courant (Bâle 2.5)	- 7	- 5	-1	- 13	~ - 18	
• Impact 2013 (Bâle 3)	- 4	- 11	- 2	- 17	~ - 12	
Total plan d'adaptation	- 12	- 18	- 4	- 34	~ - 35	97 %
Autres mesures						
• BFI – transfert du risque de marché du portefeuille de corrélation (impact net)		- 8	- 6	- 14		
Total de la réduction des emplois pondérés (y compris impacts Bâle 3)	- 12	- 26	- 10	- 48		

LA STRUCTURE FINANCIERE

Au cours du deuxième trimestre 2012, Crédit Agricole S.A. a continué de renforcer sa solidité financière. Le ratio Core Tier 1 s'établit à 9,6 % au 30 juin 2012, à comparer à 9,4 % au 31 mars 2012 et 8,6 % au 31 décembre 2011.

L'évolution trimestrielle du ratio s'explique essentiellement par la baisse des emplois pondérés d'activité principalement chez Crédit Agricole CIB, résultant à la fois de la mise en place du plan d'adaptation et du transfert du risque de marché du portefeuille de corrélation. Le ratio Tier 1 et le ratio de solvabilité global de Crédit Agricole S.A. s'établissent quant à eux respectivement à 11,9 % et 14,1 % au 30 juin 2012, en hausse chacun de 70 points de base sur le premier semestre 2012.

Les emplois pondérés diminuent de 31,5 milliards d'euros, passant de 333,7 milliards d'euros au 31 décembre 2011 à 302,2 milliards d'euros au 30 juin 2012.

LA LIQUIDITE

A fin juin 2012, l'endettement court terme brut, correspondant à l'encours de dettes à moins de 370 jours levées par les principales trésoreries du Groupe auprès de contreparties de marché, s'élève à 127 milliards d'euros pour le groupe Crédit Agricole, contre 185 milliards d'euros à fin juin 2011. La position de trésorerie est excédentaire de 17 milliards d'euros à fin juin, correspondants aux montants déposés au jour le jour auprès des Banques centrales.

La situation en dollar est restée stable au deuxième trimestre par rapport au 31 mars 2012, avec une légère augmentation des ressources levées aux Etats-Unis qui représentent aujourd'hui 5% de la dette court terme brute contre 4% au trimestre précédent. La proportion de la dette libellée en dollar américain progresse également à 21 %, contre 17 % au 31 mars 2012. Par pays, la France représente toujours plus de la moitié de la dette court terme, à 54 %.

Depuis juin 2011, l'endettement court terme, net des dépôts banques centrales, a été réduit de 60 milliards d'euros.

Cette réduction de l'endettement court terme s'est accompagnée de la baisse structurelle des besoins des métiers dans le cadre du plan d'adaptation, à hauteur de 38 milliards d'euros, du remplacement pour 5 milliards d'euros par de la dette moyen-long terme, et enfin de l'utilisation des réserves de liquidité par le biais de mise en repo et d'accès aux banques centrales.

Au 30 juin 2012, les réserves d'actifs disponibles, éligibles aux banques centrales ou liquéfiables dans le marché après décote, hors dépôts banques centrales, s'élèvent à 151 milliards d'euros, dont 135 milliards d'euros éligibles auprès des Banques Centrales. Elles s'inscrivent en hausse de 41 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2011 et représentent 137 % de l'endettement court terme net. Cette constitution de nouvelles réserves s'est faite grâce à une base importante d'actifs de très bonne qualité.

Les réserves éligibles se composent de créances éligibles aux Banques Centrales à hauteur de 60 milliards d'euros (soit 40 % du total des réserves), de titres éligibles aux Banques Centrales et liquéfiables sur le marché pour 67 milliards d'euros (soit 44 %), de titres liquéfiables sur le marché pour 16 milliards d'euros (soit 11 %), et de parts de titrisation et auto-titrisations réalisées pour 8 milliards d'euros (soit 5 %).

Concernant le refinancement à moyen-long terme, au 15 août 2012, Crédit Agricole S.A. a dépassé son programme d'émissions sur les marchés, fixé à 12 milliards d'euros pour 2012. Y compris les émissions réalisées en fin d'année 2011, au-delà du programme 2011, le programme est réalisé à 138 %. Sans compter ces émissions de 2011, le taux de réalisation s'élève à 102 % correspondant à 12,2 milliards d'euros levés depuis le début de l'année. La durée moyenne des émissions est de 6,8 ans pour un *spread* moyen de 132 points de base contre mid-swap.

Le Groupe développe en parallèle l'accès à des financements complémentaires, via ses réseaux de proximité et ses filiales spécialisées : au 30 juin 2012, 2,5 milliards d'euros ont été levés via les Caisses régionales, 3,3 milliards d'euros via LCL et Cariparma dans leurs réseaux, 2,6 milliards d'euros via Crédit Agricole CIB, principalement en placements privés structurés, et 1,2 milliard d'euros via Crédit Agricole Consumer Finance.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T2-12	Variation T2/T2	S1-12	Variation S1/S1
Résultat net mis en équivalence (à environ 25 %)	164	(10,9 %)	391	(4,9 %)
Variation de quote-part dans les réserves	9	(43,8 %)	154	(5,5 %)
Quote-part de résultats des mises en équivalence	173	(14,0 %)	545	(5,2 %)
Résultat net part du Groupe	173	(14,0 %)	545	(5,2 %)

Les Caisses régionales poursuivent une stratégie de développement équilibré de leur fonds de commerce.

Ainsi, dans le domaine de la collecte, les encours atteignent 554,4 milliards d'euros, dont près de 321 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 6,4 % sur un an. Elle est notamment tirée par les comptes et dépôts à terme (+ 22,9 %). Les encours de collecte hors bilan affichent, quant à eux, une baisse de 3,9% entre juin 2011 et juin 2012, en raison de la désaffection des clients pour les valeurs mobilières. L'assurance-vie, en revanche, présente des encours stables sur un an dans un marché tendu.

En ce qui concerne les crédits, les encours s'élèvent à 394,3 milliards d'euros, en hausse de 2,8 % sur 12 mois, avec une progression sur les crédits à l'habitat de 4,3 % et une résistance sur les professionnels et les entreprises. En revanche les encours de crédit à la consommation sont en diminution.

En conséquence, le ratio crédit/collecte continue de s'améliorer, s'établissant à fin juin à 127 % contre 129 % à fin décembre 2011.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 3,2 milliards d'euros pour le deuxième trimestre 2012, en baisse de 5,6 % par rapport au deuxième trimestre 2011. Le produit net bancaire clientèle se maintient sur la période (même hors épargne logement) grâce à la bonne tenue des marges d'intérêts. En revanche, les revenus générés par les commissions baissent de 3,9 % en un an, en particulier sur les titres. Le produit net bancaire portefeuille est quant à lui affecté par la dépréciation de 268 millions d'euros dans les comptes des Caisses régionales des titres SACAM International portant les participations d'Emporiki et de Cariparma (soit un impact de 67 millions d'euros en résultat net comptable dans les comptes de Crédit Agricole S.A.) Retraité de cet effet comptable, le produit net bancaire (hors provision épargne logement) évolue de -0,3 %

Les charges, en hausse de 1,2 %, restent maîtrisées à 1,9 milliard d'euros sur le trimestre.

Toujours sur le trimestre, le coût du risque de - 216 millions d'euros est en net recul de 52,2 % par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente en raison du net ralentissement des dotations aux provisions collectives. Le coût du risque s'élève à 22 points de base des encours de crédits au deuxième trimestre 2012 contre 48 points de base au deuxième trimestre 2011. L'encours total de provisions constituées au 30 juin 2012 représente ainsi 107,8 % des créances douteuses; le taux de créances dépréciées sur encours bruts est resté stable à 2,4 % depuis un an.

En conséquence, sur le premier semestre 2012, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 545 millions d'euros. Hors la dépréciation dans les comptes des Caisses régionales des titres SACAM International portant les participations d'Emporiki et de Cariparma, la contribution des Caisses régionales aux résultats de Crédit Agricole S.A. serait de 612 millions d'euros, en hausse de 6,5 % par rapport au premier semestre 2011.

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T2-12	Variation T2/T2	S1-12	Variation S1/S1
Produit net bancaire	1 001	+ 2,2 %	2 013	+ 2,3 %
Charges d'exploitation	(630)	+ 1,2 %	(1 246)	+ 0,9 %
Résultat brut d'exploitation	371	+ 3,8 %	767	+ 4,6 %
Coût du risque	(66)	(12,5 %)	(144)	(7,2 %)
Résultat d'exploitation	305	+ 8,2 %	623	+ 7,7 %
Gains/pertes sur autres actifs	1	ns	-	-
Résultat avant impôt	306	+ 8,6 %	623	+ 7,7 %
Impôt	(107)	+ 21,6 %	(209)	+ 17,1 %
Résultat net de l'exercice	199	+ 2,6 %	414	+ 3,5 %
Intérêts minoritaires	9	+ 3,2 %	20	+ 3,6 %
Résultat net part du Groupe	190	+ 2,6 %	394	+ 3,5 %

LCL continue de soutenir l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets. Le deuxième trimestre 2012 confirme néanmoins la tendance amorcée fin 2011, associant la hausse de la collecte et un développement maîtrisé des crédits.

Les encours de crédit progressent ainsi de 0,7 % sur un an et s'élèvent à 87,8 milliards d'euros au 30 juin 2012. Cette croissance, quoique modérée, est soutenue par les crédits à l'habitat qui, à 54,2 milliards d'euros, progressent de 3,1 % sur un an tandis que les crédits aux entreprises, qui avaient beaucoup augmenté au premier semestre 2011 (+ 7,4 % vs juin 2010), restent stables par rapport à juin 2011.

La progression des ressources atteint 1,6 % sur un an, à 151,5 milliards d'euros. Dans la lignée du premier trimestre 2012, les encours de bilan maintiennent une croissance de + 13,7 % sur un an, tirée par la progression des dépôts à vue de + 12,2 % sur un an et des comptes et dépôts à terme. Les encours de collecte hors bilan enregistrent de leur côté une baisse de 8,6 % sur un an, imputable pour l'essentiel aux OPCVM (- 23,3 %) et aux opérations sur titres (- 9,2 %).

Le ratio crédit/collecte s'améliore ainsi de 13 points sur un an et s'établit à 116 % à fin juin 2012 à comparer à 129 % à fin juin 2011.

Le produit net bancaire du trimestre s'établit à 1 001 millions d'euros, en hausse de 2,2 % par rapport au deuxième trimestre 2011 et de 0,1 % retraité de la provision épargne logement et de la reprise de provision sur l'Amende Image Chèques (EIC). Cette bonne résistance des revenus est soutenue par une activité commerciale solide et l'évolution favorable des revenus d'intérêt. Ainsi, les revenus d'intérêts progressent de + 5,4 %⁽¹⁾ par rapport au deuxième trimestre 2011 en lien avec l'amélioration des marges sur crédits et la réduction de la dette. Les commissions sont quant à elles en baisse de 6,1 %⁽¹⁾ sur la même période, pénalisées par la baisse de volume notamment sur les valeurs mobilières clientèle.

Compte tenu de bonne maîtrise des frais généraux (+ 1,2 % entre le deuxième trimestre 2011 et le deuxième trimestre 2012), et d'un coût du risque modéré à 28 points de base sur encours, le résultat d'exploitation progresse de 8,2 % entre le deuxième trimestre 2011 et le deuxième trimestre 2012 (+ 1,0 % retraité de la provision épargne logement) et s'établit à 305 millions d'euros.

⁽¹⁾ Hors provision épargne logement

Le taux de créances dépréciées sur encours est stable à 2,4 % par rapport au trimestre précédent tandis que le taux de couverture des créances dépréciées est renforcé, atteignant 77,4 % contre 76,7 % à fin mars 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 190 millions d'euros, en hausse de 2,6 % par rapport au deuxième trimestre 2011.

2. POLE BANQUE DE PROXIMITE A L'INTERNATIONAL

Après un premier trimestre marqué par la mise en œuvre du plan de soutien à la Grèce, le deuxième trimestre se déroule dans un environnement économique toujours difficile. Le **résultat net part du Groupe** du pôle est en perte de 271 millions d'euros au deuxième trimestre 2012, contre une perte de 695 millions au deuxième trimestre 2011 et de 846 millions au premier trimestre 2012. Il enregistre pour le premier semestre 2012 une perte de 1 117 millions d'euros, à comparer à 754 millions d'euros au premier semestre 2011.

(en millions d'euros)	T2-12	Variation T2/T2	S1-12	Variation S1/S1
Produit net bancaire	769	+ 1,8 %	1 515	(0,8 %)
Charges d'exploitation	(585)	+ 13,1 %	(1 092)	+ 7,9 %
Résultat brut d'exploitation	184	(22,8 %)	423	(17,9 %)
Coût du risque	(502)	+ 14,7 %	(1 446)	+ 91,5 %
Résultat d'exploitation	(318)	+ 59,3 %	(1 023)	x 4,3
Sociétés mises en équivalence	28	+ 3,7 %	52	(4,7 %)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	ns	-	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôts	(292)	(45,1 %)	(971)	+ 78,5 %
Impôt	26	ns	(150)	(38,9 %)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	2	(82,4 %)	4	(71,2 %)
Résultat net de l'exercice	(264)	(63,0 %)	(1 117)	+ 44,0 %
Intérêts minoritaires	(7)	ns	-	ns
Résultat net part du Groupe	(271)	(60,9 %)	(1 117)	+ 48,2 %

En Italie où la prévision de PIB pour l'année 2012 est une baisse de 2 %, Cariparma fait preuve d'une bonne résistance liée à son statut particulier de réseau régional principalement implanté dans le nord du pays : les encours et marges de crédit se maintiennent et le résultat net part du Groupe progresse de 6,2 % par rapport au deuxième trimestre 2011. L'excédent de liquidité clientèle, stable par rapport à fin mars 2012 à 1,2 milliard d'euros permet de contribuer au financement des autres activités du Groupe en Italie.

L'encours des crédits s'établit à 33,7 milliards d'euros au 30 juin 2012. Il progresse de 0,4 % par rapport au 31 décembre 2011 (hors financement des activités du Groupe), dans un marché qui enregistre un recul de 1,0 % (source : Associazione Bancaria Italiana). Les crédits aux particuliers progressent de 1,4 %, principalement sur le marché de l'habitat. Les crédits aux entreprises enregistrent une légère baisse, - 0,6 %, dans la tendance du marché. Pour sa part, à 34,9 milliards d'euros au 30 juin 2012, la collecte se maintient, sur un marché fortement concurrentiel, notamment grâce à la collecte longue auprès des ménages.

Cariparma est ainsi engagé dans une dynamique de gestion saine, qui lui permet de faire face à la hausse du coût du risque. Le produit net bancaire s'établit à 429 millions d'euros au deuxième trimestre 2012 : il enregistre une hausse de 9,0 % par rapport au deuxième trimestre 2011 et de 5,5 % pour le premier semestre 2012 par rapport au premier semestre 2011. Cette progression provient du maintien des marges d'intérêt associé à la hausse des commissions, portée par la croissance de la production d'assurance-vie et de la banque privée.

En parallèle, Cariparma lance d'importants programmes de réduction de charges : la révision en cours des processus et de l'organisation des réseaux s'accompagne de la mise en place d'un plan de départs volontaires. Un coût de 54 millions d'euros est provisionné à ce titre au deuxième trimestre 2012, correspondant à environ 400 départs d'ici fin 2014.

Le coefficient d'exploitation reste ainsi voisin de celui du deuxième trimestre 2011 : à 59,2 %, il est en recul de 0,6 point, hors coût du plan de départs et hors coûts d'intégration enregistrés en 2011.

Le coût du risque est, quant à lui, marqué par la détérioration de la conjoncture, tout en restant inférieur à celui du marché italien. Il augmente de 68,8 % au deuxième trimestre 2012 à 89 millions d'euros. Pour l'ensemble du premier semestre, la hausse représente 50,2 % à 162 millions d'euros. Le ratio de créances douteuses sur encours s'établit à 7,1 % au 30 juin 2012, avec un taux de couverture de 44,5 %. Le coût du risque représente 98 points de base des encours sur le premier semestre 2012.

Enfin, après le dégrèvement fiscal qui représente une économie de 47 millions d'euros au deuxième trimestre 2012 et 51 millions d'euros au premier semestre 2012, la contribution de Cariparma au résultat net part du Groupe s'élève à 41 millions d'euros au deuxième trimestre, en hausse de 6,2 %, et à 72 millions d'euros pour le premier semestre dans son ensemble (- 10,5 % par rapport au premier semestre 2011).

En Grèce, des offres fermes de rachat d'Emporiki ont été présentées par plusieurs banques grecques sous réserve des autorisations réglementaires habituelles, de l'accord du FHSF et de la revue de la Commission européenne au titre des aides d'Etat.

Au cours du deuxième trimestre 2012, le refinancement net de Crédit Agricole S.A. à Emporiki Bank est resté stable à 4,6 milliards d'euros au 30 juin, bénéficiant de l'accès à l'ELA obtenu début juin, et à l'inverse, ayant supporté la baisse des refinancements de la BCE. L'exposition de Crédit Agricole S.A. en capital s'élève par ailleurs à 0,4 milliard d'euros au 30 juin 2012 (0,6 milliard au 31 mars 2012). En juillet, une augmentation de capital est intervenue pour 2,3 milliards d'euros, financée par le refinancement accordé par Crédit Agricole S.A. Pro forma de cette augmentation de capital, sur la base des chiffres à fin juin, l'exposition de Crédit Agricole S.A. en capital s'élève à 2,7 milliards d'euros et le refinancement net à 2,3 milliards d'euros. Par ailleurs, les premiers transferts à Crédit Agricole S.A. d'encours issus du portefeuille de crédits maritimes sont envisagés à partir de septembre.

En termes de résultats, les cessions réalisées ou en cours à Crédit Agricole S.A. des filiales roumaine, bulgare et albanaise d'Emporiki sont sans impact.

Au deuxième trimestre 2012, le produit net bancaire recule de 28,6 % par rapport au deuxième trimestre 2011, à 125 millions d'euros, sous l'effet de la hausse du coût de la collecte.

Les charges d'exploitation s'établissent à 146 millions d'euros, en hausse de 9,2 % par rapport au deuxième trimestre 2011. Par rapport au premier trimestre 2012, la hausse en valeur absolue ressort à 22 millions d'euros, dont la moitié au titre de la poursuite de la politique de départs aidés (140 départs aidés au deuxième trimestre 2012), le solde correspondant à diverses hausses de taxes.

Le coût du risque s'établit à 377 millions d'euros au deuxième trimestre 2012, en hausse de 8,5 % par rapport au deuxième trimestre 2011. Il intègre une provision pour risque pays et filière de 143 millions d'euros. Le taux de créances douteuses et litigieuses atteint 36,8 %, en hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2012. Le taux de couverture est porté à 57,3 %, dont 76,8 % sur les entreprises.

Au total, la contribution d'Emporiki au résultat net part du Groupe ressort à - 370 millions d'euros au deuxième trimestre 2012 et - 1 275 millions d'euros pour le premier semestre 2012.

Hors l'Italie et la Grèce, les autres entités du Groupe renforcent leur équilibre collecte / crédit, présentant un excédent de 340 millions d'euros au 30 juin 2012, avec 9,6 milliards d'euros de collecte bilan et 9,3 milliards d'euros de crédits bruts. Leur contribution au résultat net part du Groupe s'élève à + 58 millions d'euros au deuxième trimestre 2012 contre + 43 millions d'euros au deuxième trimestre 2011.

3. POLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T2-12	T2-12*	Variation T2/T2*	S1-12	S1-12*	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	884	884	(11,2%)	1 805	1 805	(9,7 %)
Charges d'exploitation	(384)	(384)	(10,1 %)	(794)	(794)	(6,4 %)
Résultat brut d'exploitation	500	500	(12,0 %)	1 011	1 011	(12,2 %)
Coût du risque	(444)	(372)	+ 3,8 %	(1 069)	(752)	+ 11,1 %
Résultat d'exploitation	56	128	(39,4 %)	(58)	259	(45,4 %)
Sociétés mises en équivalence	5	5	+ 28,6 %	10	10	+ 34,2 %
Résultat avant impôt	61	133	(38,1 %)	(48)	269	(44,1 %)
Impôt	(34)	(53)	(25,9 %)	(37)	(120)	(26,5 %)
Résultat net de l'exercice	27	80	(45,9 %)	(85)	149	(53,9 %)
Intérêts minoritaires	(29)	(4)	ns	(113)	(10)	ns
Résultat net part du Groupe	56	84	(38,7 %)	28	159	(46,8 %)

* Retraité des impacts du plan et du complément de provisionnement sur Agos

Le pôle Services financiers spécialisés poursuit sa politique de réduction de la consommation de liquidité, conformément au plan d'adaptation présenté le 14 décembre 2011. Ainsi, en crédit à la consommation, les encours financés de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) s'inscrivent en baisse de 1,3 milliard d'euros entre fin mars et fin juin 2012, à 49,7 milliards d'euros. Trois effets se sont conjugués au cours du trimestre : le ralentissement du marché du crédit à la consommation, le plan d'adaptation, ainsi que des cessions de créances douteuses à hauteur de 0,6 milliard d'euros. Le total des encours gérés de CACF, comprenant les encours financés ainsi que les encours gérés pour compte du groupe Crédit Agricole ou de tiers, sont également en diminution ; à 76,1 milliards d'euros, ils se répartissent principalement entre la France (37 %) et l'Italie (36 %), les autres pays représentant 27 % des encours. Par ailleurs, CACF continue à diversifier son refinancement externe, ses efforts se montant à 3,7 milliards d'euros depuis le 30 juin 2011. De son côté, Crédit Agricole Leasing and Factoring (CAL&F) est également en ligne avec son plan de marche. Les encours gérés en crédit-bail, à 19,5 milliards d'euros à fin juin 2012, sont en diminution de 1,0 % par rapport à juin 2011. La baisse du chiffre d'affaires factoré (28,6 milliards d'euros) atteint, quant à elle, 11,4 % ; elle est nettement moins marquée sur la France.

Les résultats semestriels du pôle sont à l'équilibre, grâce à un deuxième trimestre en nette amélioration par rapport au premier trimestre. Le produit net bancaire, à 884 millions d'euros au deuxième trimestre, est pénalisé par la baisse des volumes, partiellement compensée par une hausse des marges. Son recul atteint 11,2 % par rapport au deuxième trimestre 2011. Les charges suivent une évolution parallèle, diminuant de 10,1 % et s'inscrivant dans une volonté d'amélioration de l'efficacité opérationnelle. Le coût du risque est stable par rapport au deuxième trimestre 2011 hors complément de provisionnement chez Agos. Le coût du risque sur le crédit à la consommation en France poursuit sa baisse entamée au troisième trimestre 2011. Le crédit à la consommation à l'international est pénalisé par la dégradation principalement pour la filiale italienne Agos. Un complément de provision est ainsi passé pour 84 millions d'euros dans les comptes du deuxième trimestre (pour un impact net part du Groupe de 37 millions d'euros), après 280 millions d'euros au premier trimestre 2012. Les créances douteuses d'Agos atteignent 13,8 % des encours à fin juin 2012 et sont couvertes à 84 %. Des mesures significatives ont été prises sur la gouvernance et la gestion des risques dans cette filiale depuis le mois de mars. Par ailleurs, le coût du risque sur le crédit-bail et l'affacturage est stable par rapport au deuxième trimestre 2011, mais avec une décomposition différente (11 millions d'euros au titre d'Emporiki leasing au deuxième trimestre 2012 contre 20 millions d'euros au deuxième trimestre 2011, plusieurs dossiers à l'international provisionnés au deuxième trimestre 2012). Finalement, au titre du plan d'adaptation, le pôle Services financiers spécialisés enregistre une reprise de 12 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. Au total, le coût du risque avant les impacts du plan et du complément de provisionnement sur Agos, à 372 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2012, est en hausse de 3,8 %.

Ainsi, le résultat net part du Groupe du pôle Services financiers spécialisés s'établit à 56 millions d'euros pour le pôle au deuxième trimestre, et à 84 millions d'euros hors impacts du plan et du complément de provisionnement sur Agos, en baisse de 38,7 % par rapport au deuxième trimestre 2011. Le crédit à la consommation contribue à ce résultat à hauteur de 41 millions d'euros (69 millions hors impacts du plan et du complément de provisionnement sur Agos) et le crédit-bail et affacturage à hauteur de 15 millions d'euros.

4. POLE GESTION DE L'EPARGNE

Le pôle Gestion de l'épargne comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 30 juin 2012, les encours gérés du pôle s'élèvent à 1 039,4 milliards d'euros, en hausse de 33 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2011. Cette forte progression des encours résulte d'une activité commerciale soutenue et bénéficie également d'un effet marché très positif sur la période. Hors effet marché, périmètre et change de + 18,7 milliards d'euros, cette hausse provient essentiellement de la progression des encours de la gestion d'actifs de 13,8 milliards d'euros.

Les encours de CACEIS connaissent la même évolution positive au premier semestre 2012, les encours conservés progressent de 5,7 % tandis que les encours administrés augmentent de 6,6 %.

Après quatre trimestres consécutifs au cours desquels les résultats du pôle ont été impactés, au niveau de l'assurance, par le coût des opérations d'échange de titres d'Etat grec (PSI), les résultats du deuxième trimestre n'enregistrent pas d'éléments exceptionnels à ce titre, mais ils incluent 28 millions d'euros de plus-value sur la cession des titres Bes Vida à BES.

Le résultat net part du Groupe du pôle s'élève, ce trimestre, à 413 millions d'euros, en hausse de 19,0 % par rapport au même trimestre de l'année précédente (pour mémoire, le deuxième trimestre 2011 avait enregistré un coût de 81 millions d'euros en résultat net part du Groupe au niveau des assurances suite à la mise en place du PSI).

(en millions d'euros)	T2-12	Variation T2/T2	S1-12	Variation S1/S1
Produit net bancaire	1 215	(8,9 %)	2 602	(1,7 %)
Charges d'exploitation	(606)	(3,1 %)	(1 194)	(3,7 %)
Résultat brut d'exploitation	609	(14,0 %)	1 408	+ 0,1 %
Coût du risque	(4)	ns	(55)	(49,8 %)
Résultat d'exploitation	605	+ 3,5 %	1 353	+ 4,4 %
Sociétés mises en équivalence	3	+ 70,0 %	5	+ 2,0 %
Gains/pertes sur autres actifs	28	ns	28	ns
Résultat avant impôt	636	+ 8,5 %	1 386	+ 6,6 %
Impôt	(187)	(10,1 %)	(428)	(1,4 %)
Résultat net de l'exercice	449	+ 18,7 %	958	+ 10,5 %
Intérêts minoritaires	36	+ 15,2 %	90	+ 16,7 %
Résultat net part du Groupe	413	+ 19,0 %	868	+ 9,9 %

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi (y compris les activités de gestion de la BFT rachetées au 1er juillet 2011) affiche un très bon niveau d'activité avec des actifs sous gestion qui s'élèvent à fin juin 2012 à près de 693 milliards d'euros, en hausse de 5,2 % par rapport à fin 2011. Amundi se classe premier collecteur européen d'OPCVM⁽²⁾ sur la même période. La collecte nette hors réseaux atteint 20,9 milliards d'euros au premier semestre

⁽²⁾ Source : Lipper FMI, périmètre des fonds ouverts à fin juin 2012

2012 avec 13,4 milliards d'euros sur le segment institutionnels et *corporates*, tiré par le monétaire, et 2,2 milliards d'euros sur le segment des distributeurs tiers, notamment en Europe. La collecte au titre de l'épargne salariale atteint, quant à elle, 5,3 milliards d'euros, avec une progression des encours de 16,6 % sur le semestre. Les réseaux continuent de décollecter (- 7,1 milliards d'euros) à un rythme néanmoins moins élevé que sur les semestres précédents. Au total, la collecte nette s'établit à 13,8 milliards d'euros sur le semestre et l'effet marché et change à + 20,5 milliards d'euros.

Au deuxième trimestre 2012, **Amundi** continue d'afficher une bonne performance opérationnelle : le produit net bancaire recule de 12,4 % en un an impacté par la baisse des commissions fixes liées à un mix produit moins favorable. Toutefois, la réduction des charges d'exploitation se poursuit (- 7,5 % entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2011) et le coefficient d'exploitation sur le trimestre s'établit ainsi à un niveau satisfaisant de 59,0 % (+ 3,1 points par rapport au deuxième trimestre 2011).

La baisse du produit net bancaire est également marquée sur le semestre avec une baisse faciale de 0,5 % qui, retraitée de la plus-value de cession enregistrée au premier trimestre 2012, s'affiche à - 8,4 %. Les commissions de surperformance s'améliorent néanmoins passant de 43 millions d'euros au premier semestre 2011 à 61 millions d'euros au premier semestre 2012. Le coefficient d'exploitation sur le premier semestre reste très compétitif à 55,4 %⁽³⁾. Le résultat net d'Amundi s'élève ainsi à 253 millions d'euros au premier semestre 2012 (en hausse de 3,0 % par rapport au premier semestre 2011) et sa contribution au résultat net part du Groupe est de 186 millions d'euros (+ 2,8 %).

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** a mené depuis le début de l'année un développement commercial soutenu qui, combiné à un effet marché favorable sur les obligations lui a permis d'accroître le niveau de ses encours. Ainsi, les encours conservés, à 2 388 milliards d'euros, augmentent de 5,7 % par rapport au 31 décembre 2011, les dépôts espèces progressant fortement au premier semestre 2012 par rapport au premier semestre de l'année précédente. Par rapport au 31 décembre 2011, les encours administrés, à 1 109 milliards d'euros sont également en hausse de 6,6 %.

Le résultat net part du Groupe du premier semestre 2012 s'établit à 80 millions d'euros, en progression de 25,4 % par rapport au premier semestre de l'année précédente.

L'activité **Banque privée** résiste dans le contexte de la crise financière. Elle enregistre une légère décollecte sur le premier semestre, pénalisée par la concurrence des produits de bilan en France et par les inquiétudes liées à la zone euro. Les encours, qui atteignent 128,1 milliards d'euros au 30 juin 2012, bénéficient d'un effet marché et change positif. Ainsi, sur le périmètre France, les encours sont quasi-stables par rapport au 31 décembre 2011, à 54,2 milliards d'euros. A l'international, ils enregistrent une hausse de 2,6 % pour atteindre 70,9 milliards d'euros sur la même période.

Le résultat net part du Groupe du premier semestre 2012 s'établit à 57,2 millions d'euros, en baisse de 12,8 % par rapport au premier semestre de l'année précédente.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 5,3 milliards d'euros au deuxième trimestre 2012.

L'activité est contrastée selon les marchés. Ainsi, le chiffre d'affaires de l'assurance-vie en France, à 3,7 milliards d'euros, diminue de 14,9 % entre le premier et le deuxième trimestre 2012. L'assurance dommages poursuit sa croissance en France ; son chiffre d'affaire s'établit à 520 millions d'euros au deuxième trimestre 2012, en augmentation de + 5,1 % par rapport au deuxième trimestre 2011, alors que la croissance du marché est limitée à 4 %⁽⁴⁾. L'activité en assurance emprunteurs, avec un chiffre d'affaires de 256 millions d'euros, reste soutenue par le crédit habitat, mais pâtit du ralentissement du crédit à la consommation. Le chiffre d'affaires à l'international poursuit en revanche sa reprise hors Bes Vida (sorti du périmètre à partir du deuxième trimestre 2012), avec une hausse de 6 % par rapport au premier trimestre 2012, à 785 millions d'euros.

Les encours d'assurance-vie s'élèvent à 218,4 milliards d'euros, dont 39,2 milliards d'euros en unités de compte. Retraité de Bes Vida, dont les encours s'élevaient à 5,4 milliards d'euros au 31 décembre 2011, ils sont en croissance de 1,0 % sur le premier semestre 2012.

⁽³⁾ Retraité de la plus-value de cession de 60 millions d'euros enregistrée au premier trimestre 2012

⁽⁴⁾ Données FFSA

La gestion des placements se fait de manière prudente. Ainsi, une cession complémentaire de 3 milliards d'euros de dettes souveraines périphériques est intervenue au deuxième trimestre 2012. L'exposition brute des sociétés d'assurance du groupe Crédit Agricole aux dettes souveraines périphériques (Grèce, Irlande, Portugal, Italie, Espagne) est réduite à 8,5 milliards d'euros au 30 juin 2012, contre 15,3 milliards d'euros au 31 décembre 2011. Les placements sont également gérés de manière innovante ; ainsi, le groupe développe ses investissements dans de nouvelles classes d'actifs orientées vers le financement de l'économie française, notamment sur les collectivités publiques.

Le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 281 millions d'euros au deuxième trimestre 2012 après prise en compte d'une plus-value de 28 millions d'euros sur la cession des titres Bes Vida à BES. Le produit net bancaire, à 494 millions d'euros, s'inscrit en baisse de 14,3 % par rapport au deuxième trimestre 2011, en raison de la sortie de BES Vida du périmètre (qui comptait pour 11 millions d'euros au deuxième trimestre 2011 en produit net bancaire) et d'un effet de base défavorable. Les charges d'exploitation sont maîtrisées et stables sur un an, hors économies ponctuelles liées aux pertes sur le PSI, qui sont déductibles des assiettes des impôts et taxes.

5. POLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Au deuxième trimestre 2012, le résultat net part du Groupe de la banque de financement et d'investissement s'élève à 289 millions d'euros soit 445 millions d'euros pour le premier semestre 2012.

Le résultat net part du Groupe des seules activités pérennes s'établit quant à lui à 296 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. Retraité du résultat positif de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts (185 millions d'euros) ainsi que des impacts, limités ce trimestre, du plan d'adaptation (- 24 millions d'euros), il s'élève à 135 millions d'euros au deuxième trimestre 2012, en baisse de 58,3 % par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente.

Ces résultats traduisent le repli des activités de marché après un niveau très élevé au premier trimestre 2012 tandis que les activités de financement résistent bien dans un environnement toujours contraint et en dépit d'une hausse du coût du risque au deuxième trimestre 2012.

Les activités en cours d'arrêt ont, quant à elles, un coût négligeable sur le trimestre (- 7 millions d'euros).

Activités pérennes

(en millions d'euros)	T2-12	T2-12*	Variation T2*/T2*	S1-12	S1-12*	Variation S1*/S1*
Produit net bancaire	1 348	1 091	(19,9 %)	2 753	2 516	(13,9 %)
Charges d'exploitation	(830)	(830)	(3,3 %)	(1 666)	(1 706)	(3,0 %)
Résultat brut d'exploitation	518	261	(48,0 %)	1 087	810	(30,4 %)
Coût du risque	(101)	(101)	+ 62,2 %	(132)	(132)	(2,5 %)
Résultat d'exploitation	417	160	(63,6 %)	955	678	(34,1 %)
Sociétés mises en équivalence	40	40	+ 14,9 %	80	80	+ 16,7 %
Gains/pertes sur autres actifs	12	12	ns	12	12	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	469	212	(54,6 %)	1 047	770	(29,4 %)
Impôt	(174)	(81)	(42,7 %)	(343)	(243)	(34,1 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	ns	-	-	ns
Résultat net de l'exercice	295	131	(59,8 %)	704	527	(27,1 %)
Intérêts minoritaires	(1)	(4)	ns	(2)	(6)	ns
Résultat net part du Groupe	296	135	(58,3 %)	706	533	(25,4 %)

* Retraité de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts, et avant impacts du plan d'adaptation

Banque de financement

(en millions d'euros)	T2-12	T2-12*	Variation T2*/T2*	S1-12	S1-12*	Variation S1*/S1*
Produit net bancaire	524	492	(23,1 %)	1 029	1 018	(20,3 %)
Charges d'exploitation	(234)	(234)	(0,7%)	(468)	(468)	+ 2,3 %
Résultat brut d'exploitation	290	258	(36,1 %)	561	550	(32,9 %)
Coût du risque	(84)	(84)	+ 68,1 %	(111)	(111)	(13,7 %)
Résultat d'exploitation	206	174	(50,9 %)	450	439	(36,5 %)
Sociétés mises en équivalence	40	40	+ 15,8 %	80	80	+ 16,7 %
Gains/pertes sur autres actifs	1	1	ns	1	1	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	247	215	(43,4 %)	531	520	(30,8 %)
Impôt	(81)	(69)	(39,4 %)	(154)	(150)	(41,6 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	ns	-	-	ns
Résultat net de l'exercice	166	146	(45,0 %)	377	370	(25,3 %)
Intérêts minoritaires	(5)	(5)	ns	(12)	(12)	ns
Résultat net part du Groupe	171	151	(43,2 %)	389	382	(22,6 %)

* Retraité des couvertures de prêts, et avant coûts du plan d'adaptation

Au cours du deuxième trimestre 2012, les activités de la **banque de financement** ont bien résisté dans l'ensemble. Conformément aux annonces faites le 14 décembre dernier, le nouveau modèle « Distribute To Originate » a été déployé progressivement au cours du trimestre avec la mise en place des premiers partenariats, notamment avec Predica sur les collectivités publiques. Par ailleurs, comme les trimestres précédents, afin de réduire ses besoins de financement, Crédit Agricole CIB a poursuivi ses cessions d'actifs à hauteur de 1,4 milliard d'euros. Au total, depuis 2011, ce sont 9 milliards d'euros d'actifs qui ont été cédés avec une décote moyenne de 2,2 %. Concernant la banque commerciale, après une période de forte réduction de la production, celle-ci a redémarré ce trimestre permettant à Crédit Agricole CIB de retrouver sa première place sur les activités de syndication en Europe de l'Ouest et sur la zone EMEA (source : Thomson Financial).

Le produit net bancaire intègre à hauteur de - 39 millions d'euros le coût des cessions de prêts réalisées dans le cadre du plan d'adaptation tandis que les couvertures de prêts ont un impact positif élevé ce trimestre (72 millions d'euros, à comparer aux 10 millions du trimestre précédent).

Après un coût du risque relativement bas depuis plusieurs trimestres, le deuxième trimestre 2012 enregistre une dotation nette de 84 millions d'euros, en hausse de 68,1% par rapport au deuxième trimestre 2011. Cette évolution s'explique par des dotations individuelles non significatives sur un nombre limité de dossiers.

Au total, le résultat net part du Groupe de la banque de financement s'établit à 151 millions d'euros⁵ au deuxième trimestre 2012, en baisse de 43,2 % par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente.

⁵ Retraité des couvertures de prêts et des impacts du plan d'adaptation

Banque de marché et d'investissement

(en millions d'euros)	T2-12	T2-12*	Variation T2*/T2*	S1-12	S1-12*	Variation S1*/S1*
Produit net bancaire	824	599	(16,9 %)	1 724	1 498	(8,9 %)
Charges d'exploitation	(596)	(596)	(4,3 %)	(1 198)	(1 238)	(4,8 %)
Résultat brut d'exploitation	228	3	(97,0 %)	526	260	(24,3 %)
Coût du risque	(17)	(17)	+ 38,2 %	(21)	(21)	x 3,3
Résultat d'exploitation	211	(14)	ns	505	239	(29,0 %)
Sociétés mises en équivalence	-	-	ns	-	-	ns
Gains/pertes sur autres actifs	11	11	ns	11	11	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	222	(3)	ns	516	250	(26,4 %)
Impôt	(93)	(12)	(56,1 %)	(189)	(93)	(17,0 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	ns	-	-	ns
Résultat net de l'exercice	129	(15)	ns	327	157	(31,0 %)
Intérêts minoritaires	4	1	(63,1 %)	10	6	(6,7 %)
Résultat net part du Groupe	125	(16)	ns	317	151	(31,7 %)

* Retraité de la réévaluation de la dette et avant coûts du plan d'adaptation

L'activité de la **banque de marché et d'investissement** affiche ce trimestre de bonnes performance des activités de marché qui sont toutefois en repli par rapport à un premier trimestre 2012 très élevée. Ainsi, au deuxième trimestre 2012, Crédit Agricole CIB a gagné des parts de marché en primaire obligataire, progressant à la 4^e place toutes émissions en euros confondues (source Thomson Financial) tandis que l'activité de dérivés de taux connaissait également une bonne activité commerciale dans un marché dégradé et peu actif.

Pour ce qui est du pôle actions, deux opérations structurantes ont été annoncées dans le courant du mois de juillet. La première, le 20 juillet 2012, concerne CLSA avec l'annonce de la cession de 19,9 % du capital de CLSA par CACIB à CITICS International, et l'attribution à CACIB d'une option de vente permettant la cession à CITICS International des 80,1% restants du capital de CLSA. La deuxième, le 17 juillet 2012, concerne Cheuvreux, avec l'annonce de l'entrée en négociations exclusives avec Kepler Capital Markets concernant le rapprochement de Crédit Agricole Cheuvreux et Kepler. Aucun impact financier n'a été comptabilisé dans les comptes du deuxième trimestre 2012 au titre de ces deux opérations.

Le produit net bancaire de la banque de marché et d'investissement enregistre ce trimestre un produit élevé lié à la réévaluation de la dette de 224 millions d'euros. Celui-ci était resté faible les trimestres précédents (1 million d'euros au premier trimestre 2012), cet impact traduisant la détérioration des conditions de refinancement de Crédit Agricole S.A. au cours du deuxième trimestre. Retraité de cet impact, le produit net bancaire s'établit à 599 millions d'euros, en baisse limitée de 16,9 % par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente.

Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	T2-12	T2-12*	Variation T2*/T2	S1-12	S1-12*	Variation S1*/S1
Produit net bancaire	37	37	ns	(298)	65	ns
Charges d'exploitation	(23)	(23)	(14,8 %)	(50)	(50)	+ 0,0 %
Résultat brut d'exploitation	14	14	ns	(348)	15	ns
Coût du risque	(27)	(27)	+ 28,6 %	(78)	(39)	(49,9 %)
Résultat d'exploitation	(13)	(13)	(81,9 %)	(426)	(24)	(81,0 %)
Sociétés mises en équivalence	-	-		-	-	ns
Gains/pertes sur autres actifs	-	-		-	-	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-		-	-	ns
Résultat avant impôt	(13)	(13)	(81,9 %)	(426)	(24)	(81,0 %)
Impôt	6	6	(73,9 %)	159	14	(87,2 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	ns	-	-	ns
Résultat net de l'exercice	(7)	(7)	(85,7 %)	(267)	(10)	(88,0 %)
Intérêts minoritaires	-	-		(6)	-	ns
Résultat net part du Groupe	(7)	(7)	(85,4 %)	(261)	(10)	(88,1 %)

* Retraité des impacts du plan d'adaptation

Le résultat net part du Groupe des activités en cours d'arrêt est négligeable ce trimestre. Il s'établit à - 7 millions d'euros, sans impact lié au plan d'adaptation.

6. COMPTE PROPRE ET DIVERS

(en millions d'euros)	T2-12	Variation T2/T2	S1-12	Variation S1/S1
Produit net bancaire	(503)	ns	(214)	(22,0 %)
Charges d'exploitation	(214)	(15,4 %)	(437)	(5,7 %)
Résultat brut d'exploitation	(717)	x 3,4	(651)	(11,7 %)
Coût du risque	(20)	(58,3 %)	(10)	(76,3 %)
Résultat d'exploitation	(737)	x 2,9	(661)	(14,7 %)
Sociétés mises en équivalence	(24)	ns	(52)	ns
Gains/pertes sur autres actifs	2	x 2,3	(4)	x 6,1
Résultat avant impôts	(759)	x 3,0	(717)	(7,5 %)
Impôts	61	(51,2 %)	4	(98,5 %)
Résultat net	(698)	x 5,4	(713)	+ 36,2 %
Intérêts minoritaires	41	2,6 %	87	(1,4 %)
Résultat net part du Groupe	(739)	x 4,4	(800)	+ 30,8 %

Au deuxième trimestre 2012, le produit net bancaire du pôle s'établit à - 503 millions d'euros, contre un produit net bancaire positif de 43 millions d'euros au deuxième trimestre 2011. Une dépréciation de 427 millions d'euros sur les titres d'Intesa Sanpaolo constitue l'élément significatif de ce trimestre.

Pour mémoire, le produit net bancaire intégrait sur la période équivalente de 2011 des revenus élevés de gestion financière en raison de la forte hausse du rendement des actifs indexés sur l'inflation.

Par ailleurs, les charges d'exploitation enregistrent un recul de 15,4 % sur le deuxième trimestre 2012, par rapport au deuxième trimestre 2011.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

<i>(en millions d'euros)</i>	T2-12	Variation T2/T2	S1-12	Variation S1/S1
Produit net bancaire	8 398	(8,1 %)	17 492	(3,5 %)
Charges d'exploitation	(5 319)	+ 0,0 %	(10 545)	(0,0 %)
Résultat brut d'exploitation	3 079	(19,5 %)	6 947	(8,2 %)
Coût du risque	(1 394)	(12,4 %)	(3 504)	+ 25,5 %
Résultat d'exploitation	1 685	(24,5 %)	3 443	(28,0 %)
Sociétés mises en équivalence	74	+ 12,4 %	137	+ 5,3 %
Résultat net sur autres actifs	44	ns	40	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(6)	(98,4 %)	(6)	(98,4 %)
Résultat avant impôts	1 797	(6,0 %)	3 614	(20,2 %)
Impôts	(880)	(9,1 %)	(1 881)	(3,0 %)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	2	(87,1 %)	4	(69,2 %)
Résultat net	919	(4,4 %)	1 737	(33,2 %)
Résultat net part du Groupe	863	(2,1 %)	1 667	(30,8 %)

Le deuxième trimestre est marqué par le renforcement de la solidité financière du Groupe, avec un ratio *Core Tier 1* (Bâle 2.5) qui ressort à 11,3 %, en hausse de 110 points de base par rapport à fin 2011.

L'encours de crédit du Groupe progresse de 3,9 % sur l'année pour atteindre 805,6 milliards d'euros, grâce notamment à la hausse de 2,4 % de crédits sur douze mois, pour la seule banque de proximité en France. En termes de ressources, le Groupe parvient à augmenter sa collecte bilan de 9,9 % sur un an, soit une hausse de plus de 61 milliards d'euros, pour atteindre 678,1 milliards d'euros. Les Caisses régionales et LCL quant à elles augmentent leur collecte bilan de + 7,7 % sur la même période.

Au deuxième trimestre 2012 le produit net bancaire du groupe Crédit Agricole s'élève à 8 398 millions d'euros, en baisse de 8,1 % par rapport au deuxième trimestre 2011. Sur cette période, et malgré un environnement atone, la banque de proximité en France continue d'afficher sa solidité avec un produit net bancaire de la banque de proximité France en hausse de 1,3 %.

Les charges sont maîtrisées et stables.

Le coût du risque, qui intègre 377 millions d'euros de coût du risque lié à la filiale Emporiki, affiche néanmoins une baisse de 12,4%. Hors impact du plan de soutien à la Grèce, le coût du risque sur encours de crédit s'établit ainsi à 61 points de base pour le deuxième trimestre 2012, contre 63 points de base au deuxième trimestre 2011

Au total, le résultat net part du Groupe ressort à 863 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2012, en relative stabilité par rapport à l'année précédente.

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le deuxième trimestre 2012 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

Relations INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31

Denis Kleiber + 33 1.43.23.26.78

Nathalie Auzenat + 33 1.57.72.37.81

Sébastien Chavane + 33 1.57.72.23.46

Fabienne Heureux + 33 1.43.23.06.38

Marie-Agnès Huguenin + 33 1.43.23.15.99

Aurélie Marboeuf + 33 1.57.72.38.05

Avertissement

Les procédures d'examen limité sur les comptes consolidés intermédiaires résumés ont été effectuées. Le rapport d'examen limité est en cours d'émission. Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés sont établis conformément à la norme IAS 34.